

Démocratie, bonne gouvernance et développement

Par Jean-Claude REDJEME
Université de Ouagadougou (Burkina Faso)
j_redjeme@yahoo.fr

Depuis 1980, l'Afrique connaît une crise économique sans précédent, caractérisée par :

- la baisse du taux de croissance annuel du PIB ;
- la régression continue du volume des exportations ;
- l'évolution de l'endettement extérieur ;
- le passage de certains pays classés parmi ceux à revenu moyen dans la catégorie des pays à bas revenus ;
- l'augmentation du nombre des pays les moins avancés(PMA) ou pays pauvres très endettés(PPTE).

C'est dans ce contexte de crise aiguë qu'un fameux « vent de démocratisation » va souffler sur le continent, dans les années 1990. Quel est alors le contenu de la « démocratie nouvelle » sponsorisée par l'Occident en Afrique et ailleurs? Peut-on parler de bonne gouvernance et de développement dans une société où il n'y a pas de véritable démocratie ?

Le drame aujourd'hui en Afrique est que les populations sont exclues du processus de croissance dans la mesure où sans avoir partagé les bénéfices des périodes de vaches grasses, elles portent presque exclusivement le poids de la crise. C'est donc dans un climat de misère généralisée qui croît et s'enracine que les peuples africains sont parfois appelés à voter leurs responsables. Plongés dans l'ignorance et traqués par la faim et la maladie, ils vendent leur voix, c'est-à-dire leur destin, au plus offrant.

Aujourd'hui, partout en Afrique, l'on parle d'élections libres et démocratiques. Mais la réalité est plutôt le libre achat de conscience. Ce constat nous amène à dire que ces processus démocratiques sur fond de crise économique ressemblent de plus en plus à une thérapeutique faussement appliquée sur un mal faussement diagnostiqué.

En effet, la démocratie préconisée par les occidentaux passe virtuellement sous silence les questions de la justice sociale et économique ; elle apparaît comme une formule à peine voilée de la période post-guerre froide pour les intérêts économiques et stratégiques de l'Occident. Celui-ci, avec moins d'un milliard d'habitants, représente 15% de la population mondiale ; cependant il a la mainmise sur 85% de cette population.

Cette entreprise néo-impérialiste (qui se dissimule aujourd'hui sous le concept de mondialisation) est beaucoup plus marquée en Afrique. Elle se manifeste à travers les institutions financières internationales : le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Celles-ci ont imposé des Programmes d'ajustement structurel(PAS) à 39 pays africains au moins. Ces PAS ont été prescrits comme des remèdes miracles pour tous les maux, sans tenir compte des spécificités des malades et des maladies.

Les résultats ont été médiocres sinon désastreux : la croissance n'a cessé de régresser, les équilibres financiers sont restés fragiles, les mouvements de capitaux se font au détriment de l'Afrique, le secteur privé local reste minable, le chômage et la pauvreté se sont amplifiés, le taux de scolarisation a baissé et la mortalité infantile a augmenté, l'Etat étant soumis à une discipline budgétaire de remboursement de la dette. En d'autres termes les Etats africains se retrouvent devant un dilemme : comment satisfaire les attentes des populations et celles des institutions financières en même temps ?

Dans la mesure où les principales forces qui contrôlent les économies africaines sont extérieures à l'Afrique, le jeu démocratique apparaît simplement comme une réponse partielle aux aspirations des peuples en vue d'apaiser les tensions et continuer le processus d'exploitation capitaliste et parachever l'intégration à l'économie mondiale. Dans cette perspective, les transitions démocratiques ont été confiées à une nouvelle classe dirigeante constituée essentiellement de « technocrates » qui sont en fait des anciens collaborateurs des institutions financières internationales. Il va de soi que, contrairement à leurs devanciers, ces

technocrates seront plus pro-occidentaux que nationalistes. Dès lors que peuvent-ils servir à leurs frères ? Sinon des mesures d'austérité conformes aux conditionnalités du FMI.

L'Afrique apparaît alors comme la victime d'un système de dictature économique. A cet effet SABY écrit : « *La Banque mondiale et le Fonds monétaire internationale ont été les instruments de l'étranglement permanent de la plupart des pays au niveau économique, et par conséquent démocratique, et du blocage du respect des droits de l'homme.* »

L'ajustement à été vécu par les populations africaines comme une politique d'austérité imposée par les classes dirigeantes avec la complicité de leurs bailleurs de fonds. La contestation de l'ajustement devenait ainsi non pas seulement celle de cette politique , mais aussi de ceux, dirigeants nationaux et leurs partenaires extérieurs qui l'avaient définie, financée et mise en œuvre, sans une participation quelconque des populations. Il ressort de ce qui précède que les PAS sont une pratique antidémocratique. Par conséquent ils ne peuvent en aucun cas permettre la bonne gouvernance .Mais qu'est-ce que la bonne gouvernance ?

La gouvernance, c'est la manière dont les gouvernements gèrent les ressources sociales et économiques d'un pays. La « bonne gouvernance »est l'exercice du pouvoir par les divers paliers de gouvernement de façon efficace, honnête, équitable, transparente et responsable. Autrement dit la gouvernance est l'assise du développement et la bonne gouvernance, le fondement de la gestion participative ,démocratique et transparente des affaires publiques. Ainsi définie, la bonne gouvernance doit être considérée comme un moyen d'aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs en matière de développement humain et d'élimination de la pauvreté. Mais comment cela peut-il être possible si les ministères clés sont littéralement détournés par les institutions internationales pour être placés hors du champs de la politique local ?

L'instauration du processus et de la culture démocratique en Afrique est sérieusement perturbée par le dictat impérialiste. La démocratisation réelle doit impliquer les responsables élus dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes .La démocratie devient ridicule si les assemblées nationales et les responsables élus ne sont pas en mesure de prendre des décisions par eux-mêmes. Les institutions financières internationales plaident en faveur de la bonne gouvernance en Afrique, pour que les gouvernements africains gèrent consciencieusement les structures de leur régime afin de pouvoir améliorer la légitimité de leur domaine public. Mais les politiques qui sont imposées sont tellement impopulaires, qu'elles sapent la légitimité même des Etats.

Le développement implique la transformation des structures économiques ,politiques et sociales. De ce fait, on ne peut espérer réussir la démocratisation de la société en transformant et en démocratisant uniquement les structures politiques. Car la démocratisation des structures et institutions politiques seules ne peut pas être portée par les structures économiques actuelles. Elle serait tronquée et caricaturée.

La démocratisation en cours n'aura de portée heureuse pour les peuples africains que si elle est une composante politique d'un autre modèle de développement. Et réciproquement, cet autre modèle ne sera bienfaisant pour les peuples que s'il est démocratisé et s'il y a une socialisation du développement.

Les droits de la personne, la démocratisation et la bonne gouvernance ont leur propre importance pour la sécurité et l'épanouissement des enfants, des femmes et des hommes. Ensemble, ils définissent le cadre sociétal au sein duquel peuvent être menées des initiatives de développement efficaces et durables. Cet idéal peut être atteint si les africains prennent leur destin en main.